

LE TEMPS

appel lundi 16 novembre 2009

Seule la méthode communautaire renforcera l'Union

Par Jacques Delors et 31 personnalités

L'ancien président de la Commission européenne, Jacques Delors, et 31 personnalités du think tank «Notre Europe» souhaitent voir la Commission, le Conseil et le Parlement agir de concert

Le Traité de Lisbonne offre à l'Europe une partition réécrite: il appartient à ses institutions renforcées, dirigées par des hommes et des femmes fraîchement appelés à la tâche, de l'interpréter d'une manière qui réponde aux défis du siècle. Une nouvelle saison s'ouvre ainsi pour l'Europe: dans les années à venir, il s'agira non pas d'amender les Traités, mais d'en exploiter tout le potentiel.

Le fond sonore est celui d'un monde globalisé, multipolaire, marqué par une crise économique majeure, et confronté aux défis de l'insécurité, du changement climatique, des migrations. Seuls les grands acteurs influenceront leur avenir et celui du monde; seule une souveraineté partagée évitera les conflits; et seule l'Union a déjà élaboré et mis en œuvre (dans des domaines tels que le social, l'environnement, les règles du marché) les solutions dont le système global a besoin...

La condition pour réussir est de redécouvrir l'élément original que l'Union a apporté à l'histoire et qu'on a appelé la «méthode communautaire»: un contrepoint vertueux et dynamique entre trois institutions responsables du bien de l'Union et de ses peuples, le triangle formé par le Conseil, le Parlement et la Commission. Chacune de ces institutions a été ou sera prochainement renouvelée, à chacune le Traité confère une force accrue. Mais toutes doivent sortir de leur morosité récente. Et c'est seulement en agissant ensemble qu'elles peuvent soustraire nos sociétés au déclin et à la marginalisation.

La Commission, menée par un Président investi par le Parlement, doit redevenir le moteur de l'Union. Tout en étant à l'écoute du Conseil, elle doit cesser de s'en considérer le modeste Secrétariat. Elle doit retrouver sa collégialité, sa fierté et utiliser ses pouvoirs d'initiative, de contrôle et d'exécution d'une manière déterminée et ambitieuse. Le Haut Représentant, Vice-président de la Commission, doit être une force de proposition et de synthèse et l'orfèvre d'une véritable politique étrangère européenne à mener dans tous les domaines.

Le Conseil doit devenir le collège où les Etats, au lieu de l'empêcher, exercent la souveraineté de l'Union. Cela est impossible sans une généralisation du vote à la majorité et sans la publicité de ses travaux. Un rôle clé reviendra au futur président stable du Conseil européen, qui doit être une personnalité vouée à la cause européenne, issue d'un pays qui souscrit à toutes les politiques de l'Union.

Le Parlement, fort de la légitimité qu'il tire directement du peuple et de son indépendance des gouvernements nationaux, doit utiliser pleinement ses pouvoirs renforcés pour rompre l'immobilisme Conseil-Commission. Il doit adopter une stratégie ferme et constructive, même au prix du retardement temporaire d'une décision, pour obtenir une réforme du budget à la hauteur des défis qui s'annoncent, des revenus véritablement européens et les ressources nécessaires pour réaliser les politiques communes inscrites dans les Traités.

Seule l'harmonie du contrepoint permettra à l'Union d'être entendue dans le monde.

Les signataires:

Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne

Tommaso Padoa-Schioppa, ancien ministre italien de l'Economie

Pascal Lamy, directeur général de l'OMC

Jerzy Buzek, président du Parlement européen

Etienne Davignon, ancien-président de la Commission européenne

Elisabeth Guigou, ancienne ministre française

Romano Prodi, ancien président de la Commission européenne

Ana de Palacio, ancienne ministre espagnole des Affaires étrangères

Klaus Hänsch, ancien président du Parlement européen

Jacques Santer, ancien président de la Commission européenne

Enrique Baron-Crespo, ancien président du Parlement européen

Eneko Landaburu, ambassadeur d'Espagne

Julian Priestley, ancien secrétaire général du Parlement européen

Maria Rodrigues, ancienne ministre du Portugal

Philippe de Schoutheete, ancien représentant permanent belge auprès de l'Union européenne

Antoinette Spaack, ministre d'Etat belge

Jean-Louis Bourlanges, ancien député français au Parlement européen

Jean Pisani-Ferry, économiste

Pasqual Maragall, ancien président de la Catalogne

Emilio Gabaglio, ancien secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats

Nicole Gnesotto, Vice-présidente de Notre Europe

Philippe Lagayette, vice-président de JP Morgan EMEA

Sophie Caroline de Margerie, membre du conseil d'administration de Notre Europe

Vitor Martins, conseiller pour les affaires européennes du président de la République portugaise

Yves Mény, président de l'Institut européen de Florence

Riccardo Perissich: ex-directeur général responsable du marché intérieur à la Commission européenne

Christian Stoffaës, président du Conseil du Centre d'études prospectives et d'informations internationales

Christine Verger, directrice au Parlement européen

Pierre Lepetit, Inspecteur Général des finances (France)

Renaud Dehoussé, directeur du Centre d'études européennes de Sciences Po

Jean Nestor, ancien secrétaire général de Notre Europe

Gaëtane Ricard-Nihoul, secrétaire générale de Notre Europe.